

SNANC : une urgence écologique, sociale et sanitaire, Familles Rurales exhorte l'État à agir

Deux ans après la date prévue, la Stratégie Nationale pour l'Alimentation, la Nutrition et le Climat (SNANC) n'est toujours pas publiée. Familles Rurales dénonce une inertie qui n'est pas digne d'un État comme la France. Elle coûte 20 milliards d'euros par an et met en danger la santé de nos enfants, l'avenir de notre agriculture et de la biodiversité.

Familles Rurales s'associe au collectif de plus de 100 associations ayant saisi le Premier ministre¹, pour soutenir une version ambitieuse et efficace de la SNANC à rebours de celle validée par le cabinet de son prédécesseur. Cette dernière :

- Remettait en cause l'objectif de réduire notre consommation de produits d'origine animale priorisant notre agriculture française et fixant le cap du « *moins mais mieux* » ;
- Minimisait la nécessité d'agir contre la publicité et le marketing des produits nocifs pour la santé, en particulier celle de nos enfants.

Le Mouvement exhorte le Premier ministre à faire de la SNANC un acte fort de protection de nos enfants, de notre santé, de soutien à nos agriculteurs. Familles Rurales plaide pour :

- **Interdire la publicité et le marketing pour les produits trop gras, trop sucrés et trop salés**, notamment lorsqu'ils ciblent les enfants, et rendre obligatoire l'affichage du Nutri-score sur tous les emballages et les supports publicitaires ;
- **Fixer une trajectoire chiffrée vers “moins et mieux” de produits animaux d'ici 2030**, incluant la réduction de la consommation de viande et le soutien aux filières françaises ;
- **Nommer un ou une déléguée interministérielle** chargée de la mise en œuvre et du suivi de la SNANC, garante de l'allocation des moyens nécessaires à l'atteinte de ses objectifs.

La SNANC : de la concertation au blocage

Fruit d'un travail interministériel et d'une large concertation, elle est aujourd'hui bloquée, sous l'influence de certains lobbies. Dans ses grandes lignes, elle vise à :

- Réduire la précarité alimentaire ;
- Garantir à chacun l'accès à une alimentation saine ;
- Soutenir nos agriculteurs français en leur assurant des débouchés rémunérateurs ;
- Prévenir les maladies liées à une alimentation inadaptée qui pèsent déjà lourdement sur nos finances publiques : 20 milliards d'euros par an selon les derniers chiffres publiés par la Direction Générale du Trésor². L'urgence est caractérisée puisque près d'un enfant sur trois en France est en surpoids dès l'âge de 5 à 9 ans, et qu'un sur huit est déjà obèse³. C'est même 1 adulte sur 2 concerné.

Contact Presse : Niki Vouzas – niki.vouzas@famillesrurales.org – 06 49 49 75 17

¹ <https://reseauactionclimat.org/lettre-ouverte-au-premier-ministre-sebastien-lecornu/>

² <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Articles/2016/09/06/tresor-eco-n-179-obesite-queelles-consequences-pour-l-economie-et-comment-les-limiter>

³ https://drees.solidarites-sante.gouv.fr/publications-communique-de-presse/les-dossiers-de-la-drees/240717_DD-Surpoids-Obesite%C3%A9